

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 1990/2014 du 30 3 AOUT 2014
modifiant l'arrêté préfectoral n° 88/98 du 21 janvier 1998 autorisant
la société Shepherd Mirecourt à exercer une activité de fabrication de composés
organométalliques sur le territoire de la commune de Juvaincourt.

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu le code de l'environnement et en particulier son Livre V ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 88/98 du 21 janvier 1998 autorisant la société Shepherd Mirecourt à exercer une activité de fabrication de composés organométalliques sur le territoire de la commune de Juvaincourt ;
- Vu le courrier de l'inspection des installations classées daté du 5 juillet 2013 ;
- Vu le courrier de l'exploitant daté du 3 avril 2014 relatif à la déclaration de son statut « IED » ;
- Vu le rapport du 11 avril 2014 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 22 juillet 2014 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis pour observations éventuelles à la société Shepherd Mirecourt en date du 22 juillet 2014 ;

- Considérant que la société Shepherd Mirecourt n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté ;
- Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a proposé au préfet par courrier précité de retenir la rubrique 3410-b comme rubrique principale de l'exploitation et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles figurant au sein du document de référence BREF OFC comme BATc relatives à la rubrique principale ;
- Considérant donc qu'il convient de retenir la rubrique 3410-b comme rubrique principale de l'exploitation et les Meilleures Techniques Disponibles figurant au sein du document de référence BREF OFC comme BATc relatives à la rubrique principale ;

Considérant par ailleurs que, conformément aux dispositions de l'article R515-61 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er}- L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n°88/98 du 21 janvier 1998 est complété comme suit :

« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R515-58 du code de l'environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3410-b relative à l'activité de fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits chimiques organiques tels que des hydrocarbures oxygénés. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles figurant au sein du document de référence dit BREF OFC sont les BATc relatives à la rubrique principale.

La liste des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n°88/98 du 21 janvier 1998 est complété par :

Numéro	Activités	Régime	Nature de l'installation	Volume autorisé
3410-b	Fabrication en quantité industrielle, par transformation chimique, de produits chimiques organiques tels que des hydrocarbures oxygénés, notamment des acides carboxyliques.	Autorisation	Activité de fabrication de carboxylates métalliques	2 800t/an

Article 2 - En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, la sous-préfète de Neufchâteau, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le maire de Juvaincourt, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Shepherd Mirecourt et dont copie sera déposée à la mairie de Juvaincourt et pourra être consultée. De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de Juvaincourt pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges, pour une durée identique, et sera affichée en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Fait à Epinal, le **13 AOUT 2014**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Eric REQUET

Délais et voies de recours : *Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement.*